

Communication de Monsieur Jean-Pierre Pister



Séance du 14 février 2020



La Catalogne et le catalanisme au regard de l'histoire dans l'Espagne contemporaine

La *Généralité* de Catalogne ou *Generalitat* s'étend sur 31 950 km² au nord-est de la péninsule Ibérique et compte 7 508 000 habitants, soit 17 % de la population de l'ensemble de l'Espagne. Elle est divisée en quatre provinces, chacune portant le nom de la ville principale : Barcelone, Girona, Lleida^[1] et Tarragone. Les troubles qui ont marqué la région de Barcelone, et plus généralement l'ensemble de la Catalogne, en octobre 2017, ont révélé à l'opinion européenne et internationale la spécificité historique et socio-politique de cette partie de l'Espagne, constituée en « Autonomie régionale » dans le cadre des nouvelles institutions mises en place dans l'ensemble du pays, après 1975, lors de la « Transition démocratique » qui a suivi la mort de Franco.

Le pseudo référendum d'autodétermination du 1^{er} octobre 2017, les quelques violences policières qui ont marqué cette journée, l'allocution du roi d'Espagne le 3 octobre suivant à la télévision, la fuite de certains leaders indépendantistes à l'étranger et la reprise en main de l'ensemble de la Généralité par le gouvernement espagnol, quelques semaines plus tard, ont constitué les temps forts de ce qui fut considéré à Madrid comme un début de rébellion. La complexité de la crise catalane ne saurait se résumer à ces quelques moments. Elle trouve, en effet, ses racines dans la longue histoire de cette région qui, depuis plusieurs siècles, s'est souvent considérée comme plus spécifiquement catalane qu'authentiquement espagnole.

La crise actuelle revêt des dimensions identitaires, linguistiques, culturelles, politiques et économiques. En comprendre la complexité nous amène à survoler un quasi millénaire pour bien en saisir correctement les ressorts, au regard de l'histoire de l'Espagne, dans sa globalité.

Les racines historiques du catalanisme (XIV^e-XIX^e siècle)

Il faut remonter à l'époque carolingienne pour assister aux débuts de ce que sera l'émergence de la Catalogne médiévale. Après le refoulement de la conquête arabe à Poitiers, en 732, par Charles Martel, les premiers épisodes de la Reconquista débouchent sur la libération de Gérone en 785 et de Barcelone en 801. Un premier comté de Barcelone se met en place et constitue un des éléments de cette « Marche d'Espagne » que le pouvoir carolingien est parvenu à installer au-delà des Pyrénées. Par la suite, les progrès de cette Reconquista, jusqu'à la fin du XII^e siècle, débouchent sur la création de multiples comtés qui finissent par former la Catalogne médiévale.

L'âge d'or de la Catalogne médiévale (XII^e-XV^e siècle)

Dans le même temps se fixent les bases du catalan, langue médiévale proche du latin tardif et parente de la langue d'Oc pratiquée dans le sud de la France. À la différence du castillan dénommé, souvent à tort, « espagnol », le catalan ne sera pas imprégné de racines exogènes d'origines arabe et mozarabe. Il va s'étendre, jusqu'à la fin du XV^e siècle, sur cette partie du littoral méditerranéen qui va du Roussillon au sud du pays valencien. Il englobera également l'archipel des Baléares et atteindra même une toute petite portion du littoral occidental de la Sardaigne (région d'Alghero ou de l'Alguer). Ce domaine littoral et maritime catalanophone permet aujourd'hui aux militants les plus engagés dans le catalanisme de revendiquer l'existence de « Pays catalans » - *Els Països Catalans* - s'étendant sur 70 520 km² et regroupant presque 14 millions d'habitants^[2]. On assiste, dès l'origine, à l'éclosion d'une véritable culture catalane, incarnée notamment par Ramon Llull (Raymond Lulle, 1232-1315). Ce théologien et philosophe franciscain est originaire de Majorque. Il passe pour un des grands esprits de la chrétienté médiévale. Il sera béatifié en 1857 et la plupart des Catalans le considèrent comme un saint. Le développement de la langue catalane écrite a permis de fixer, en 1413, les bases du droit par la mise en forme, à Barcelone, du Code des *Usatges*.

La Catalogne a connu un âge d'or du XII^e au XV^e siècle, favorisé dès 1137 par l'union dynastique entre les comtes de Barcelone et la couronne d'Aragon. En 1258, le traité de Corbeil, signé avec la France de Saint-Louis, a repoussé la frontière au nord des Pyrénées par l'annexion du Roussillon et de la Cerdagne. Cette principauté médiévale ne tarde pas à constituer une thalassocratie

prospère, se dotant d'un système institutionnel en avance sur son temps : formation du premier Parlement catalan ou *Cort General* en 1283 ; création de la « Députation du Général » ou *Generalitat* en 1359. Cette *Généralité* comportait douze membres issus du clergé, de la noblesse et de la bourgeoisie, chargés de la répartition des impôts.

Une première soumission au pouvoir castillan

Cette large autonomie est, en partie, amputée après le mariage entre Ferdinand d'Aragon et Isabelle de Castille, en 1469, avec pour la première fois, une certaine soumission à l'autorité castillane. L'empereur Charles Quint, héritier des Rois catholiques et lui-même roi d'Espagne, laissera cependant aux Catalans le bénéfice d'un certain nombre de franchises. Cela n'empêchera pas le déclenchement d'épisodes de rébellion contre le pouvoir royal sous ses successeurs. Certes, son fils Philippe II a accepté de promulguer une constitution confirmant les droits des Catalans en 1585. Mais, en 1641, Philippe IV aura à réprimer une révolte paysanne d'origine fiscale, la guerre des « Faucheurs » ou *Segadors*. Le chant *Els Segadors* est, aujourd'hui encore, perçu comme un hymne national implicite de la Catalogne. Dans ce contexte, les Catalans ont, vainement, essayé de se séparer totalement de Madrid en se rapprochant de la France et en proclamant le roi Louis XIII « comte de Barcelone ». Cette initiative est restée sans lendemain. Quelques années plus tard, au terme du conflit franco-espagnol conclu par le Traité des Pyrénées du 7 novembre 1659, la Catalogne perdit ses territoires les plus septentrionaux, le Roussillon et la Cerdagne.

Dans l'Espagne des Bourbons

Au début du XVIII^e siècle, la Catalogne devint un des multiples enjeux de la Guerre de Succession d'Espagne (1701-1714). En 1700, Charles II, dernier roi d'Espagne descendant de Charles Quint et appartenant à la dynastie des Habsbourg, était mort sans héritier. Louis XIV parvint alors à imposer son petit-fils, le Duc d'Anjou, comme nouveau souverain, sous le nom de Philippe V. Les Catalans refusèrent cette disposition et prirent le parti du futur empereur Charles VI, cousin de Charles II. Attachés à ce qui leur restait d'autonomie, ils craignaient le centralisme et l'absolutisme des Bourbons. La Catalogne fut finalement soumise par la force au nouveau pouvoir royal de Madrid, au terme du siège de Barcelone, qui dura du 25 juillet 1713 au 11 septembre 1714.

De nos jours, cette date est toujours considérée comme un jour de deuil, et le 11 septembre fait figure, pour les nationalistes catalans, de quasi fête nationale, sous l'appellation de *Diada Nacional de Catalunya*. Jusqu'au milieu du XIX^e siècle, la Catalogne fut ainsi soumise à un centralisme castillan, en partie atténué par le déclin de la dynastie des Bourbons d'Espagne, de part et

d'autre de l'épisode napoléonien, après les règnes de Charles IV (1788-1808) et de Ferdinand VII (1814-1833).

Un premier frémissement : la *Renaixença* (1850-début du XX^e siècle)

Les désordres qui ont marqué le royaume d'Espagne au cours du XIX^e siècle ne pouvaient qu'encourager le réveil du catalanisme. Ainsi, le règne d'Isabelle II^[3] est affaibli par les guerres carlistes et la reine est contrainte d'abdiquer en 1868, à la suite des désordres de sa vie privée. S'en suit l'échec de la Première République (1873-1874) et la fragilité de la Restauration bourbonnienne, du court règne d'Alphonse XII (1874-1885) à la fin de la régence de la Reine Marie-Christine de Habsbourg, mère d'Alphonse XIII (1902). La perte des derniers bijoux de l'Empire, Cuba et les Philippines, en 1898, aggrave encore le déclin irrémédiable de l'État espagnol. Dans le même temps, la Catalogne connaît un regain de vitalité économique, sociale, culturelle, à tel point qu'on a pu parler de Renaissance, ou *Renaixença*, à partir du milieu du XIX^e siècle. Certaines élites catalanes furent d'abord tentées de se rallier à la seconde guerre carliste (1846-1849) mais cette initiative fut sans lendemain. En revanche, la Catalogne fut une des premières régions d'Espagne à connaître les retombées de la première révolution industrielle. Ainsi, la première ligne de chemin de fer construite dans la péninsule Ibérique fut achevée dès 1848 avec la voie bordant le littoral, de Barcelone à la cité côtière de Mataró, à une trentaine de kilomètres au nord.

L'émergence d'un catalanisme contemporain

Dès 1850, la Catalogne industrielle devient ainsi, en même temps que le Pays basque, le poumon économique de l'Espagne. L'enrichissement moyen des Catalans dépasse de très loin celui de l'ensemble de la société espagnole. Au même moment, se développe une réelle effervescence dans de multiples domaines. Le concept de « catalanisme » devient la nouvelle expression de l'identité catalane, sociale, culturelle, politique. Une langue catalane moderne renaît, affranchie du catalan médiéval. Une première revue rédigée en catalan, *L'Avenç*, est ainsi éditée entre 1881 et 1893. Elle est fondée par Jaume Massó avec, comme principaux rédacteurs, Narcís Oller et Valentí Almirall, qui se revendiquent comme écrivains de langue catalane.

Parallèlement à ce réveil linguistique, apparaît un catalanisme politique, dont le but affiché est d'obtenir une véritable autonomie par rapport au pouvoir central madrilène. Valentí Almirall (1841-1904), journaliste et avocat, publie, en 1886, *Le catalanisme, mouvement rendu légitime par des fondements scientifiques et des considérations concrètes*. Almirall passe ainsi pour un des pères fondateurs de ce catalanisme politique.

Aspect culturels de la Renaixença

Au même moment, Barcelone connaît une grande mutation architecturale avec la mise en place d'un centre-ville moderne, conçu selon un plan hippodamien par l'urbaniste Cerdà, dès 1859 : c'est le quartier de l'*Eixample*, traversé du nord-est au sud-ouest par un très large boulevard, la « Diagonale ». Au tournant du siècle, plusieurs urbanistes et architectes catalans contribuent à donner à la cité un cachet particulier en faisant de Barcelone un des hauts lieux de « l'Art nouveau ». Antoni Gaudí (1852-1926) réalise ainsi la *Casa Batlló* sur le Passeig de Gràcia. Le nom de Gaudí est surtout lié au gigantesque projet de construction d'une nouvelle basilique, conçu dès 1882 : la *Sagrada Família, Temple Expiatori de la Sagrada Família*^[4], consacrée comme cathédrale, seulement en 2010, par le pape Benoît XVI. Elle ne devrait être totalement achevée qu'en 2026 pour le gros œuvre et en 2032, pour les décorations intérieures. Cet édifice est actuellement le monument le plus visité d'Espagne, avant même l'Alhambra de Grenade. Autre grand nom de l'Art nouveau dans l'architecture barcelonaise, celui de Lluís Domènech i Montaner qui réalise, de 1905 à 1908, le *Palau de la Música Catalana*, un auditorium unique en Europe par sa décoration intérieure particulièrement somptueuse. Au nord de la ville, le parc Güell représente, avec ses pavillons caractéristiques, un autre exemple pertinent de l'art nouveau catalan.

Une véritable vitalité culturelle accompagne l'émergence du catalanisme. Elle englobe également le domaine musical. Au début du XX^e siècle, plusieurs compositeurs, généralement considérés comme espagnols et dont la plupart iront faire carrière à Paris, sont nés en Catalogne. Si Manuel de Falla (1876-1946), le plus connu, est d'origine andalouse, Isaac Albeniz (1860-1909) et Enrique Granados (1867-1916) sont d'authentiques catalans qui ont acquis l'essentiel de leur formation à Barcelone, même s'ils utilisent le castillan dans leurs œuvres vocales. Quant au vétéran, Felip Pedrell (1841-1922), surtout connu comme musicologue de premier plan, il appartient au catalanisme culturel par ses deux œuvres lyriques écrites sur des livrets en catalan, la zarzuela^[5] *La guardiola* (1873) et l'opéra *Els Pirineus*^[6], basé sur la célèbre *Trilogie* (1893) de Victor Balaguer^[7] et créé au Théâtre du Liceu en 1902. Enfin, on ne peut oublier le musicien le plus directement engagé dans la cause catalaniste, le violoncelliste, chef d'orchestre et compositeur Pau Casals (1876-1973)^[8]. Sa longue existence nous permettra de revenir sur cet artiste hors du commun.

La prospérité de la Catalogne, au tournant des XIX^e et XX^e siècles, s'est manifestée également par l'organisation de deux expositions universelles : en 1888, au Parc de la Ciutadella, et en 1929, sur les hauteurs de Montjuich. Mais l'expression de cette vitalité connut également une face sombre avec plusieurs

révoltes ouvrières. Celle qui mène à la « semaine tragique » de juillet 1909, à Barcelone, débouche sur cinq condamnations à mort dont celle de Francisco Ferrer, un des pères de la tradition anarcho-révolutionnaire en Espagne. Cette insurrection ne relevait pas uniquement de la dureté des conditions de vie des milieux populaires. Elle exprimait également le refus d'aller combattre au Maroc, alors que l'Espagne recherchait, dans cette partie du Maghreb voisin, une compensation à ses pertes coloniales de 1898.

La Catalogne dans les vicissitudes du XX^e siècle (1931-1975)

Au cours du règne personnel d'Alphonse XIII (1902-1931), les facteurs d'instabilité n'ont pas manqué dans une Espagne perpétuellement en crise, même si le pays est resté neutre pendant la Première Guerre mondiale. Le 13 septembre 1923, le roi accepte la mise en place d'une dictature de fait en nommant, comme chef du gouvernement doté des pleins pouvoirs, le général Miguel Primo de Rivera, qui restera en place jusqu'en janvier 1930. Pour les Catalans, les circonstances se prêtent peu à un quelconque progrès vers l'autonomie, en dépit des efforts de Francesc Macià qui a essayé de fonder le parti « État catalan ».

Sous la Seconde République: une nouvelle Généralité de Catalogne (1931-1936)

Le 14 avril 1931, à la suite d'une victoire partielle des républicains aux élections municipales, le roi part en exil^[9] et la République est immédiatement proclamée. Celle-ci est accueillie avec enthousiasme dans les rues de Barcelone et les Catalans croient pouvoir instituer une République confédérée à l'Espagne. Cette initiative est, néanmoins, perçue avec réserve par le nouveau pouvoir installé à Madrid. Un statut d'autonomie de la Catalogne – *Statut d'Autonomia de Catalunya* ou *Statut de Núria* – est finalement approuvé par référendum, mais seulement au niveau régional, le 2 août 1931.

Il faudra attendre le 9 septembre 1932 pour qu'il soit validé, avec une forte réticence, par les Cortès^[10] de Madrid. Le vieux concept de *Generalitat* se trouve de nouveau officialisé. Cependant, l'évolution de la Seconde République, de 1931 à 1936, est loin de suivre un « long fleuve tranquille ». En 1934, la Généralité proclame la naissance d'un « État catalan ». Mais le pouvoir central connaît une brusque réorientation à droite, avec le gouvernement de Gil Roblès. La Généralité, alors suspendue, ne sera rétablie qu'en février 1936 avec la victoire des partis de gauche aux élections législatives et la formation, à Madrid, d'un gouvernement de *Frente Popular*. Pendant ces années particulièrement instables, la Généralité fut dirigée par deux présidents, Francesc Macià (1859-1933) puis Lluís Companys, né en 1882, qui restera en fonction jusqu'à la fin de la guerre civile. L'un et l'autre ont constitué le premier parti politique catalan : l'ERC ou *Esquerra Republicana de Catalunya*^[11], encore actif de nos jours.

Au cœur de la guerre civile (1936-1939)

La guerre d'Espagne éclate en juillet 1936, quelques mois après l'avènement du *Frente popular*. Elle se prolonge jusqu'à la victoire du camp nationaliste, le 1^{er} avril 1939. Elle n'a pas épargné, loin de là, la Catalogne. Dans les premières semaines de la guerre civile, des excès anarchistes, d'inspiration anticléricale, avec profanations d'églises et exhumations de dépouilles d'ecclésiastiques, ont durablement marqué Barcelone. Les autorités de la Généralité ne parvinrent que difficilement à limiter ces actes sacrilèges. À partir de mai 1937, la capitale catalane est l'objet d'une fracture violente au sein du camp républicain. Des éléments du PCE - Parti Communiste Espagnol - s'affrontent avec les militants du POUM - Parti Ouvrier d'Unification Marxiste -, de tendance anarchisante, considéré à tort comme trotskiste par les communistes qui se réclament de l'obédience stalinienne. C'est en quelque sorte « une guerre civile dans la guerre civile » au terme de laquelle le PCE aura le dernier mot. Ce conflit interne au camp républicain est particulièrement bien décrit par l'écrivain britannique George Orwell. Celui-ci, fasciné par toutes les gauches prolétariennes, est parvenu à rejoindre Barcelone. Il servira quelques temps comme instructeur au sein du POUM, tout en prenant acte de la supériorité tactique du PCE. Cette expérience donnera lieu à la publication d'un de ses ouvrages les plus connus : *Hommage à la Catalogne*.

Dès 1937, le gouvernement républicain, désormais dirigé par Juan Negrín et soumis de plus en plus à l'influence communiste, est contraint de quitter Madrid pour se replier à Barcelone, d'où, exemple supplémentaire de la division du camp républicain, de discrets conflits de préséance avec les autorités de la Généralité et son président, Lluís Companys. À partir de février 1939, toute la région est, progressivement, conquise par les troupes nationalistes. L'économie catalane est inéluctablement ravagée par les séquelles de la guerre civile. La frontière du Perthus avec la France voit défiler des milliers de réfugiés fuyant la nouvelle Espagne. La Généralité est abrogée de façon autoritaire par le nouveau pouvoir, aussitôt la victoire de Franco, proclamée à Madrid le 1^{er} avril 1939. Commence alors une période particulièrement sombre pour la société catalane.

La Catalogne à l'épreuve du régime franquiste (1939-1975)

Sous le long régime de Franco, d'avril 1939 à novembre 1975, la répression en Catalogne fut « à géométrie variable », en fonction du contexte général relatif à l'Espagne, à son développement socio-économique et à ses relations avec l'étranger. Elle a connu une réelle dureté, d'ordre à la fois policière et judiciaire, jusqu'au début des années 1950. Le dernier président de la Généralité, Lluís Companys, en sera une des premières victimes. Réfugié en France et installé à La Baule, il fut livré par le gouvernement de Vichy aux autorités espagnoles,

incarcéré au fort de Montjuich, et fusillé au terme d'un procès expéditif, le 15 octobre 1940. Aujourd'hui encore, il fait figure de principal martyr du catalanisme. Une Généralité, en exil, s'installera en France : son dernier président, Josep Taradellas, vécut dans la région de Tours jusqu'à son retour en Espagne en 1977.

La cause catalane se trouve désormais défendue par des intellectuels et des artistes qui ont choisi de quitter l'Espagne. L'exemple le plus notable est celui de Pau Casals dont la réputation internationale de violoncelliste était à son apogée à la fin des années 30. On lui devait, en particulier, la redécouverte des *Suites pour violoncelle* de Jean-Sébastien Bach. À partir de 1939, Casals décide de boycotter définitivement l'Espagne jusqu'à un fort peu probable retour de la démocratie. Il reste fidèle à cette résolution jusqu'à sa mort, à Porto Rico, en 1973. Dès la fin de la guerre civile, il choisit de s'installer dans la petite localité de Prades, dans les Pyrénées-Orientales. Il se refuse d'abord, en signe de protestation, à tout concert ou manifestation musicale en public. Ce n'est qu'en 1950, pour le deux-centième anniversaire de la mort de Bach, qu'il accepte de fonder un festival à Prades, attirant à lui les plus grands artistes internationaux. Il se consacre à la diffusion de ses propres compositions mettant en valeur la langue catalane, comme *El cant dels ocells*^[12], harmonisation d'un chant populaire, et *El Pessebre* (la Crèche), oratorio construit autour du thème de la Nativité. Militant infatigable, Casals est proposé en 1958 pour le prix Nobel de la Paix. En 1971, alors âgé de 95 ans, il prononce à l'ONU, en présence du Secrétaire général U Thant, un discours exprimant son idéal pacifiste, enrichi par un éloge appuyé de sa chère Catalogne qui aurait connu le premier parlement de l'histoire. Si Casals n'a pas eu d'héritiers directs, il n'est pas interdit d'affirmer qu'un Jordi Savall, virtuose de la viole de gambe et chef d'orchestre, est son lointain successeur comme incarnation du catalanisme musical. Il rappelle également la grande figure de Pedrell par ses recherches en musicologie.

Concernant la vie quotidienne, la répression franquiste s'exerce essentiellement par l'interdiction de la langue catalane, tolérée cependant dans la sphère privée et dans certaines formes du culte catholique. Les hymnes nationalistes catalans sont naturellement prohibés, en particulier, *Els Segadors* (le « Chant des Faucheurs »). Toute publication en catalan est illégale. Une certaine évolution est cependant perceptible, à partir de la fin des années 50, lorsque le régime franquiste, désormais investi par des cadres de l'*Opus Dei*^[13], lance un grand projet de développement économique et d'ouverture vers l'extérieur, mettant fin au système autarcique pratiqué jusqu'alors. Ce *Desarollo*^[14] ou « franquisme modernisateur », pour reprendre l'expression du politologue Guy Hermet^[15], débouche sur un nouvel essor industriel pour l'ancienne Généralité. Barcelone a été instituée en zone franche dès 1953. On

assiste à l'installation des premières usines SEAT, filiales, à l'origine, de la FIAT italienne. Le développement exponentiel du tourisme international profite d'abord au littoral catalan et, en particulier, à la Costa Brava, de la frontière française à Blanes. Sur un tout autre plan, la passion des Catalans, comme de l'ensemble des Espagnols, pour le football, débouche sur la construction du *Camp Nou*, cet immense stade de 93 000 places, achevé en 1957. Béni par l'archevêque de Barcelone en personne, cette réalisation attire sur la ville l'attention internationale. À un moment où l'Espagne intègre, en 1959, l'OECE et ambitionne de rejoindre ce que l'on appelle, à l'époque, le Marché commun, la presse régionale, dont le quotidien *La Vanguardia*, toujours édité en castillan, exprime une certaine liberté de ton, du moins pour ce qui concerne l'actualité étrangère. Cette relative libéralisation ne doit pas, cependant, faire illusion. En 1960, le futur président de la Généralité, Jordi Pujol, est condamné à sept années de prison pour avoir entamé, au Palau de la Música, un chant interdit. Quelque temps plus tard, les retombées du Concile de Vatican II éloignent du régime certains membres d'un clergé jusqu'alors parfaitement loyal. L'Abbaye bénédictine de Montserrat, haut lieu du chant grégorien et de la culture catalane, située à une cinquantaine de kilomètres de Barcelone, devient un foyer de contestation implicite, à tel point qu'en 1963, le Père Abbé est expulsé vers Rome. Les dernières années du régime sont marquées par un nouveau durcissement après l'assassinat, en décembre 1973, de l'amiral Carrero Blanco, bras droit de Franco et président du gouvernement. Cela culmine avec une nouvelle vague de condamnations à mort, dont celle du militant anarchiste catalan Puig Antich, exécuté au garrot en mars 1974. Tant que Franco fut au pouvoir, la conquête d'une nouvelle autonomie était impensable pour la Catalogne, cette notion lui étant totalement étrangère, eu égard à son milieu d'origine, à sa formation, et à son univers intellectuel. Selon certaines sources, le Caudillo, alors à l'article de la mort, aurait murmuré sur son lit d'hôpital, au Prince Juan Carlos, proclamé Roi quelques jours tard : « Altesse, avant tout, l'unité de l'Espagne ».

À la faveur de la *Transición*, une nouvelle *Generalitat de Catalunya*

Les Espagnols nomment « Transition » ou, plus exactement, *Transición*, ces quelques années qui, de 1977 au milieu des années 2000, voient le pays devenir une démocratie parlementaire, organisée en monarchie constitutionnelle, sous l'égide du roi Juan Carlos. La mise en place de nouvelles institutions, le refus du roi de cautionner la tentative de coup d'État militaire du 23 février 1981, la pratique de l'alternance en faveur des socialistes et de leur leader, Felipe González (octobre 1982), enfin, l'intégration de l'Espagne dans l'OTAN et au sein de la Communauté Économique Européenne (1985-86) en constituent les principales étapes. C'est dans le cadre de ce processus que renaît une nouvelle

Generalitat de Catalunya. Dès le 17 novembre 1976, fait politique inédit, une Loi pour la réforme politique a été votée par les Cortès franquistes dans le cadre de la légalité héritée du régime précédent. Un référendum confirme ce vote dès le mois suivant. Le 23 octobre 1977, un régionalisme structurel est institué par la création de dix-sept autonomies régionales. Le 6 décembre 1978, la nouvelle Constitution est approuvée par 88 % du corps électoral. Suivent, trois mois plus tard, les premières élections législatives au Cortès générales, qui regroupent le Congrès des députés et le Sénat.

Le Statut de 1979

Dans cet espace chronologique resserré, l'évolution statutaire de la Catalogne occupe une place éminente. En effet, le 11 septembre 1977, en souvenir du 11 septembre 1714, la *Diada Nacional de Catalunya*, célébrée dans les rues de Barcelone avec une intensité particulière, fut perçue comme une menace insurrectionnelle par le pouvoir central. Celui-ci, présidé par Adolfo Suárez^[17], fait alors preuve de réalisme et d'une certaine sagesse politique en permettant le retour, depuis sa lointaine Touraine, de Josep Tarradellas, dernier président en exil de la Généralité. D'abord reçu à Madrid par le président du gouvernement, puis par le roi lui-même, Tarradellas revient triomphalement à Barcelone le 27 octobre 1977. Devant une foule de plusieurs centaines de milliers de personnes, il s'exclame en catalan : « *CIUTADANS DE CATALUNYA, JA SOCAQUÍ*^[18] ». Immédiatement réinstallé comme président de la nouvelle Généralité, il s'emploie à fixer les bases de son futur statut et prépare les élections régionales de 1980. Mais, âgé de 81 ans, il se retire rapidement au profit de Jordi Pujol. Il est promu Marquis par le roi d'Espagne et disparaîtra en 1988.

Ce nouveau statut de la Généralité, élaboré en 1979, comporte de nombreuses dispositions, souvent complexes et non dépourvues d'ambiguïté. Un Parlement de Catalogne est élu au suffrage universel et fait figure de pouvoir législatif régional. Le Conseil exécutif est dirigé par un président élu par le parlement. Ce dernier, doté de larges attributions, est le plus haut représentant de la Généralité, le véritable homme fort de l'ensemble de la Catalogne. Un certain nombre d'institutions annexes assistent le président : Conseil des garanties statutaires (sorte de Conseil d'État), Conseil de Défense du peuple catalan, « Syndicature » ou chambre des comptes, Conseil de l'audiovisuel, Commission juridique consultative. La Généralité a le pouvoir d'installer des représentations à l'étranger même si celles-ci ne sauraient avoir le rang de véritables ambassades. Paris, Perpignan, Bruxelles, Rome, Londres, Berlin, Lisbonne, Washington, Vienne, Rabat, le Vatican, abritent ces délégations. Curieusement, Madrid figure sur cette liste, le pouvoir central de l'Espagne étant déjà considéré comme un élément extérieur.

Les compétences de la Généralité ne sont pas toujours clairement définies. Elles concernent essentiellement les domaines administratif, linguistique, éducatif et culturel. Un certain flou demeure quant aux questions de police, de justice, de fiscalité. D'où des conflits à venir avec Madrid. La Catalogne est reconnue comme « Nationalité », le catalan et le castillan étant mis sur le même plan comme langues « co-officielles ».

Prosperité et nouvelles pressions autonomistes (1980-années 2000)

La période de la Transition et les deux décennies qui suivirent ont constitué une sorte d'âge d'or pour la nouvelle Généralité. La croissance économique, les retombées du tourisme, l'organisation des J.O. de 1992, sous l'égide du président catalan du C.I.O., Juan Antonio Samaranch, ont largement servi l'ensemble de la région. Barcelone, fortement remodelée en termes d'urbanisme, avec l'aménagement de ses parties littorales, a été peu à peu érigée en « ville monde ». Dotée d'un aéroport à vocation de plus en plus internationale, d'un port maritime permettant l'accueil de paquebots de grand gabarit, elle bénéficie du raccordement à un nouveau réseau ferroviaire à grande vitesse. L'éclat culturel du siège de la Généralité a pris un nouvel élan avec la multiplication de musées consacrés à l'art contemporain (musée Picasso, musée Miró), la tenue de nombreux salons, le rayonnement du *Gran Teatre del Liceu*, un des hauts-lieux de l'art lyrique européen, porté à un très haut niveau par des artistes catalans de réputation internationale, tels que Victoria de Los Angeles, Montserrat Caballé, Josep Carreras. Au seuil de l'an 2000, Barcelone dispose ainsi de la plupart des attributs d'une véritable capitale et se place, sur bien des points, en rivale de Madrid. D'autres cités de la région contribuent également à ce rayonnement culturel. Citons, notamment, le musée Dali de Figueres, proche de la frontière française, et le festival *Castell de Peralada*, dans la province de Gérone, consacré à la musique classique et à l'opéra.

Succédant, en avril 1980, à Josep Taradellas comme Président de la Généralité, Jordi Pujol dirige la Catalogne, d'une main de fer, pendant presque un quart de siècle, jusqu'en 2003. Ses mandatures coïncident avec des années de prospérité et de grand rayonnement. Né en 1930, médecin de formation, il a connu les géôles franquistes. De sensibilité à la fois libérale et centriste, il dirige la CiU ou *Convergence et Union*. Cette fédération unit la CDC - Convergence démocratique de Catalogne -, apparue dès 1974, sous la dictature, et l'UDC, Union démocratique de Catalogne, survivance d'une vieille formation d'inspiration démocrate-chrétienne, née en 1931 avec la Seconde République.

Subissant l'usure du pouvoir après tant d'années, Pujol est gravement compromis, ainsi que ses proches, dans une série de scandales financiers et de

multiples affaires de corruption, ce qui lui vaut de lourds ennuis judiciaires à partir de 2014. Ses successeurs n'ont pas la même autorité, et un système d'alternance s'installe peu à peu, à la tête de la Généralité. Son premier successeur, Pasqual Maragall, ancien maire de Barcelone, est en place jusqu'en novembre 2006. Il appartient au PSC - Parti Socialiste de Catalogne -, filiale plus ou moins proche du PSOE, Parti Socialiste Ouvrier Espagnol. Sont ensuite promu à la tête de la Généralité, José Montilla, également membre du PSC, de novembre 2006 à décembre 2010 ; puis, Artur Mas, qui appartient au CDC, jusqu'en janvier 2016. Cette dernière formation s'est éloignée de l'UDC, celle-ci récusant toute forme de séparatisme avec Madrid. Les mandats de José Montilla et d'Artur Mas coïncident avec une pression nouvelle du nationalisme catalan. Cette situation ne tarde pas à déboucher sur un conflit ouvert avec le pouvoir central, destiné à se radicaliser. L'élection de Carles Puigdemont à la tête de la Généralité, le 12 janvier 2016, marque, à cet égard, un point de non-retour. Journaliste et ancien maire de Gérone, Puigdemont a d'abord appartenu au CDC avant de fonder sa propre formation, d'orientation strictement indépendantiste, le PDeCat ou Parti Démocratique de Catalogne.

Vers la crise catalane de 2017

La crise de l'automne 2017 est l'aboutissement de onze années de malentendus et de tensions avec le gouvernement de Madrid. En 2006, les Catalans ont cru pouvoir revendiquer une plus large autonomie en spéculant sur les apparentes bonnes dispositions du gouvernement socialiste de José Luis Rodríguez Zapatero, à la tête de l'Espagne, de 2004 à 2011. Ils réclament en particulier une plus grande pratique de la laïcité dans l'enseignement, une nouvelle définition des « droits historiques catalans » et une révision des règles de redistribution fiscale, perçues comme inégalitaires, entre l'État espagnol et la Généralité.

Le rejet d'un nouveau statut de la Généralité par Madrid (2006-2010)

Des négociations sont laborieusement menées avec Zapatero et aboutissent au compromis du 18 juillet 2006. Est ainsi proposé un nouveau statut d'autonomie, le *Statut de Miravet* ou *de la Moncloa*^[19]. La Catalogne est désormais définie non plus comme une Nationalité mais comme une Nation. Concernant la question linguistique, le catalan bénéficie d'un caractère préférentiel sur le castillan. Ces changements radicaux tardent à être validés et sont finalement rejetées par le Tribunal Constitutionnel de Madrid, le 20 juin 2010, car non conformes à la Constitution. Cette décision négative a été largement inspirée par l'influence du Parti Populaire, dans l'opposition depuis mars 2004. En 2011, l'alternance joue en faveur de cette formation de droite, et Mariano Rajoy succède à Zapatero comme chef de l'exécutif espagnol. Hostile

à l'élargissement de l'autonomie de la Catalogne, il refuse de revenir sur l'arrêté du Tribunal Constitutionnel. On débouche donc, entre Madrid et Barcelone, sur une crise ouverte qui n'ira qu'en s'amplifiant jusqu'en 2017. La situation se trouve en effet figée par le critère d'inconstitutionnalité.

Une revendication indépendantiste nouvelle (2010-2017)

On va voir se multiplier dans l'ensemble de la Catalogne et d'abord à Barcelone, plusieurs manifestations de masse en faveur de l'indépendance. Celle du 10 juillet 2010 réunit des centaines de milliers de personnes sur le Passeig de Gracià, clamant : « *Som un Nació. Nosaltres decidim* »^[20]. Le 11 septembre 2012, à l'occasion de la Diada Nacional, deux millions de personnes défilent sur la Via Laietana en criant : « *Catalunya, nou estat d'Europa* »^[21]. Une année plus tard, une chaîne humaine d'hommes et de femmes vêtues de T-shirts aux couleurs de la Catalogne prétend relier le pays valencien et le col du Perthus sur presque 400 kilomètres, se présentant comme l'incarnation de la « voie catalane vers l'indépendance ». La surenchère exprimée par ces différentes manifestations ne doit pas, cependant, faire illusion. Plusieurs référendums d'autodétermination sont organisés, mais tous contraires à la Constitution, avec des résultats mitigés. Celui du 9 novembre 2014, proposé par Artur Mas, réunit 80 % des suffrages mais avec une participation limitée à 30 % du corps électoral. Aux élections régionales du 27 septembre 2015, seuls 47 % des votes sont en faveur de l'indépendance. En dernier ressort, tout dialogue avec Madrid est impossible. Rajoy reste inflexible, et se réfugie derrière l'argument d'inconstitutionnalité.

Les événements d'octobre 2017

La situation se radicalise avec l'avènement de Carles Puigdemont comme président de la Généralité, le 12 janvier 2016. Après plusieurs mois d'escalade verbale, il annonce un nouveau référendum en faveur de l'indépendance, fixé au 1^{er} octobre 2017. Entre-temps, le roi d'Espagne, Felipe VI, qui a succédé à son père, Juan Carlos, en juin 2014, est reçu assez fraîchement à Barcelone lorsqu'il vient rendre hommage aux victimes des attentats qui ont ensanglanté la ville, au mois d'août 2017. Le pseudo référendum du 1^{er} octobre se déroule dans un réel désordre, sans aucune rigueur en termes de tenue des listes électorales et de déroulement d'un scrutin marqué, de surcroît, par quelques bavures policières. Le surlendemain, 3 octobre, le roi, gardien de la constitution et se souvenant, sans doute, de l'exemple de son père lors de la tentative de coup d'État du 23 février 1981, s'exprime à la télévision pour dénoncer une tentative de « rébellion ». Le dimanche suivant, 8 octobre, une contre-manifestation de plusieurs centaines de milliers d'unionistes affirme son attachement à l'Espagne et son hostilité à toute tentative de sécession. Les médias européens prennent

alors conscience des fractures qui divisent la société catalane. Dans les semaines qui suivent, plus de 2 000 entreprises ayant leur siège social à Barcelone choisissent une délocalisation vers Valence ou Alicante. Cette initiative n'aura que des retombées économiques limitées puisque, pour l'ensemble de l'année 2017, la Catalogne enregistre une progression de son PIB de 3,3 % (région de Madrid, 3,4 % ; ensemble de l'Espagne, 3,1 %). De même, la fréquentation touristique de la région ne sera que très partiellement compromise. Le 10 octobre, Puigdemont proclame une « indépendance différée ». Le 28 octobre, le parlement catalan annonce l'avènement d'une « République catalane ». Le gouvernement espagnol réagit immédiatement en appliquant l'article 155 de la constitution. Il suspend l'autonomie de la Généralité et place l'ensemble de la région sous sa propre tutelle. En conséquence, sont arrêtés plusieurs des organisateurs du référendum du 1^{er} octobre, dont Oriol Junqueras et Raül Romeva. Ils sont inculpés de rébellion, de même que Carles Puigdemont qui a quitté secrètement la Catalogne et parvient en Belgique le 5 novembre. De nouvelles élections régionales, organisées en décembre, donnent encore une majorité aux indépendantistes.

Un compromis impossible entre Barcelone et Madrid

La mise sous tutelle de la Généralité sera provisoirement abrogée le 14 mai 2018. Un nouveau président, en la personne de Quim Torra, proche des positions de Puigdemont, est aussitôt investi. Mais toute négociation avec Madrid reste d'autant plus impossible que le gouvernement central se trouve de plus en plus fragilisé. Rappelons, à cet égard, que l'exécutif espagnol ne s'est jamais totalement remis de la crise économique de 2008 qui a durement frappé le pays. Rajoy est contraint de démissionner en juin 2018. Le socialiste Pedro Sanchez lui succède, sans obtenir de véritable majorité. De 2015 à 2019, les Espagnols ont été convoqués à quatre reprises à des élections générales (décembre 2015, juin 2016, avril 2019, novembre 2019). Un second gouvernement Sanchez n'a été rendu possible, début 2020, que par l'abstention de quelques députés de la gauche catalane appartenant au vieux parti de l'ERC^[22] et siégeant au congrès. Une telle situation rend impossible toute recherche de compromis entre Barcelone et Madrid. En octobre 2019, le Tribunal Constitutionnel prononce des peines d'emprisonnement de treize années pour sédition et malversation à l'encontre d'Oriol Junqueras et de douze de ses compagnons compromis dans les événements d'octobre 2017. Cela provoque une vague d'affrontements violents dans les rues de Barcelone durant plusieurs nuits. Entre-temps, les élections européennes du printemps 2019 ont introduit un élément inattendu dans ce scénario. Ont été, en effet, élus députés européens Puigdemont et Junqueras. Fin décembre 2019, la Cour de justice européenne exige la libération de Junqueras, au nom de sa nouvelle

immunité parlementaire. Mais il est finalement déchu de ses droits au mois de janvier suivant. Quant à Puigdemont, que les autorités belges ont refusé d'extrader vers l'Espagne, il est admis à siéger, en l'état actuel, à Strasbourg et à Bruxelles. Cet épisode incohérent introduit une complication supplémentaire dans la crise catalane.

Pour conclure à titre provisoire

L'histoire et l'héritage culturel de la Catalogne sont d'une richesse qui n'est plus à démontrer. Ce sont autant d'éléments qui font sa spécificité. Est-ce suffisant pour considérer cette partie de la péninsule Ibérique comme une Nation à part entière, étrangère à l'Espagne et apte à constituer un État indépendant? En observant la situation en ce début d'année 2020, il n'est pas interdit de dire que l'avenir de la Catalogne apparaît imprévisible. Plusieurs facteurs ont rendu possible une telle impasse. Quels que soient les acquis du passé, le catalanisme n'a imprégné qu'une partie d'une société qui, en dépit de certaines apparences, reste largement divisée et fracturée. La population de l'ensemble de la région s'est fortement diversifiée avec l'arrivée, plus ou moins récente, d'éléments exogènes : travailleurs venus du sud de l'Espagne, immigrants marocains et sud-américains. Malgré sa renaissance incontestable, la langue catalane est loin de représenter un idiome en situation de monopole. En effet, selon une estimation établie en 2008, plus de 55 % des habitants de la Catalogne auraient encore le castillan comme langue maternelle. Enfin, si l'on observe les péripéties politiques de ces dernières années, on constate que la rigidité d'un Rajoy, aussi bien que l'amateurisme de Puigdemont et de son entourage, ne sont pas étrangers au présent blocage, rendant impossible toute sortie de crise.

Comme les Flamands et les Italiens de la Ligue du Nord, les indépendantistes catalans ont cru discerner un « avenir radieux » au sein d'une future « Europe des régions ». Hélas, en prenant acte des difficultés actuelles d'une Union Européenne de vingt-sept États, on peut mesurer, à loisir, la part d'utopie consubstantielle à un tel projet.



Notes

- [1] Forme catalane des toponymes castillans : Girona - en Français Gérone - et Lérida.
- [2] Cette affirmation relève, pour une large part, de la propagande, d'autant plus que, contrairement à la région de Barcelone, la question linguistique est loin de se poser avec la même acuité, aussi bien à Valence qu'aux Baléares.

- [3] Fille présumée de Ferdinand VII mais considérée de naissance illégitime par les partisans de Don Carlos, frère de précédent roi, d'où le déclenchement de « guerres carlistes ».
- [4] Temple expiatoire de la Sainte-Famille.
- [5] Sorte d'opérette espagnole, très en vogue outre-Pyrénées, dans la seconde moitié du XIX^e siècle.
- [6] *Les Pyrénées*.
- [7] Victor Balaguer (1824-1901), homme politique et écrivain de langue catalane, est une autre grande figure de la *Renaixença*.
- [8] Le prénom de Casals est souvent mentionné, dans les ouvrages spécialisés et sur les pochettes de ses enregistrements, dans sa forme castillane, Pablo.
- [9] Il ne s'agit pas d'une abdication, au sens institutionnel du terme, mais d'une suspension du pouvoir royal.
- [10] Le Parlement espagnol.
- [11] Gauche républicaine catalane.
- [12] *Le Chant des Oiseaux*.
- [13] L'*Opus Dei*, ou *Ceuvre de Dieu*, est un institut séculier de l'Église catholique, ouvert aux laïques, fondé en 1928 par Josemaría Escrivá de Balaguer, et qui regroupe, dans l'Espagne de la fin des années 1950, une jeune génération de technocrates et d'économistes.
- [14] Substantif espagnol qui exprime la notion de développement.
- [15] Guy Hermet : *L'Espagne au XX^e siècle*, Paris, PUF, 1985.
- [16] Organisation Européenne de Développement Economique; devenue l'OCDE - Organisation de Coopération et de Développement économiques - en 1960.
- [17] Adolfo Suarez avait été désigné par le roi *Presidente del Gobierno*, le 2 juillet 1976.
- [18] « Citoyens de Catalogne, maintenant je suis ici ».
- [19] Le palais de la *Moncloa* est le siège de la présidence du gouvernement espagnol à Madrid.
- [20] « Nous sommes une nation. Nous seuls décidons ».
- [21] « Catalogne, nouvelle État d'Europe ».
- [22] La gauche républicaine de Catalogne, ancien parti de Lluís Companys, cf. *supra*, p. 7.

Bibliographie

Histoire de l'Espagne

Guy HERMET, *L'Espagne au XX^e siècle*, Paris, PUF, 1985.

Benoît PELLISTRANDI, *Histoire de l'Espagne. Des guerres napoléoniennes à nos jours*. Paris, Perrin, 2013.

Histoire de la Catalogne

Christian HOARAU, *La Catalogne dans tous ses États*, Paris, Éditions L'Harmattan, 2017.

Nicolas MARTY, Patrice POUJADE, *Comprendre la crise catalane*, Pau, Éditions Cairn, 2019.

Benoît PELLISTRANDI, *Le labyrinthe catalan. L'explosion*, Paris, Desclée De Brouwer, 2019.

Jaume SOBREQUÉS I CALLICÓ, *Histoire de la Catalogne*, Barcelone, Éditorial Base, 2007.